

Myria
Rue Royale 138
1000 BRUXELLES
myria@myria.be
www.myria.be



Compte-rendu de la réunion de contact protection internationale

18 septembre 2019

Présents: Petra BAEYENS (Vluchtelingenwerk Vlaanderen), Mathieu BEYS (Myria), Alexander BÜCHLER (Myria), Ruben BRUYNOOGHE (JRS Belgium), Jessy CARTON (REM Belgique- Myria), Ghislinde CEULEMANS (CAW Brussel), Fabienne CRAUWELS (VVSG), Geertrui DE GROOTE (Orde van de Vlaamse Balies) Géraldine D'HOOP (OIM), Alexandre FAUDON (UNHCR), Frédéric FISCH (Médiateur fédéral), Jean HUYS (CCE), David KOOTZ (Fedasil), Jean-Baptiste LARDOT (Ciré asbl), Julie LEJEUNE (NANSEN asbl), Philippe PEDE (SPF Justice – Service des Tutelles), Iulia RAUTU (Myria), Lysbeth REULENS (Agentschap Integratie & Inburgering), Joke SWANKAERT (Myria), Christine VAILLANT (Caritas Internationale), Laureen VAN ASSCHE (Rode Kruis Vlaanderen), Ina VANDENBERGHE (Myria), Marileen VANDENBERGHE (Atlas Antwerpen), Dirk VAN DEN BULCK (CGRA), Katrijn VANHEES (Medimmigrant), Ilona VAN LIEDEKERKE (OE), Dytmar VAN PEETEREN (OIM), Myriam VASTMANS (Siréas/SASB).

Excusés : Michelle ALEXANDRE (OE), Serge BODART (CCE), Jan BOURNONS (Médiateur fédéral), Alexandre CORDON (Croix Rouge Francophone), Véronique DE RYCKERE (UNHCR), Stéphanie JASSOGNE (Medimmigrant), Bieke MACHIELS (Fedasil).

Ouverture de la réunion

Madame Ina Vandenberghe ouvre la réunion et commence avec un tour de table.

Communications de l'OE (Madame Van Liedekerke)

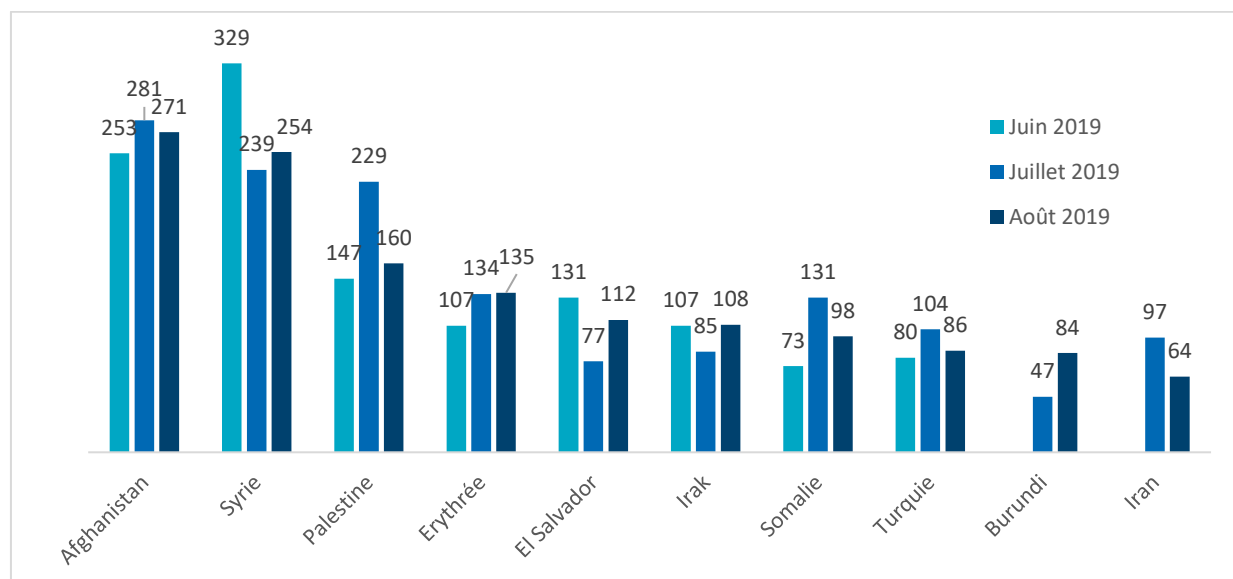
Un aperçu des chiffres est disponible sur le site internet de l'OE (<https://dofi.ibz.be/sites/dvzoe/FR/Statistiques/Pages/Asile.aspx>).

Chiffres

Demandes de protection internationale	Juin 2019	Juillet 2019	Août 2019
Sur le territoire (Pacheco)	1.961	2.132	2.079
Dans les centres fermés, prisons et maisons de retour	25	42	52
À la frontière	72	88	54
Total 2019	2.058	2.262	2.185
Total 2018	1.737	2.117	2.368
Nombre de jours ouvrables	19	23	20
Demandes par jour ouvrable (Pacheco)	108,32	98,35	109,25

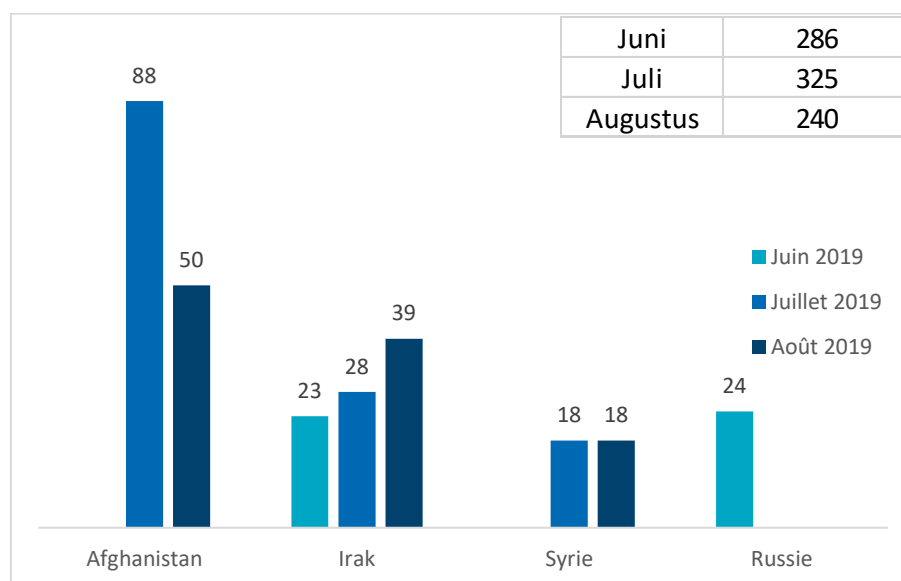
Décisions	Juin 2019	Juillet 2019	Août 2019
Transmission au CGRA	1.904	2.387	1.415
25/26quater	193	302	388
Sans objet	28	86	83
Décisions	2.125	2.775	2.125

Top 10 par nationalité

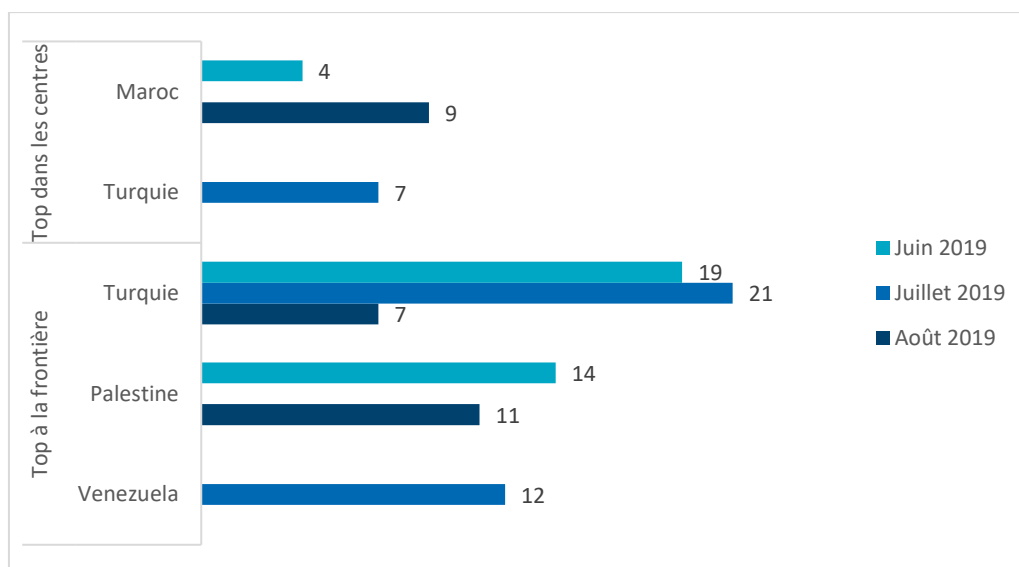


30

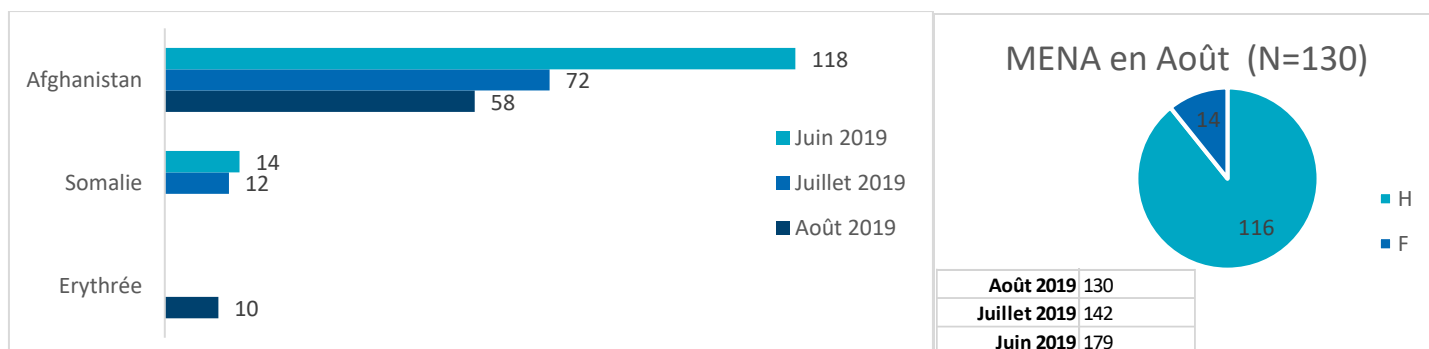
Nationalité demandes ultérieures



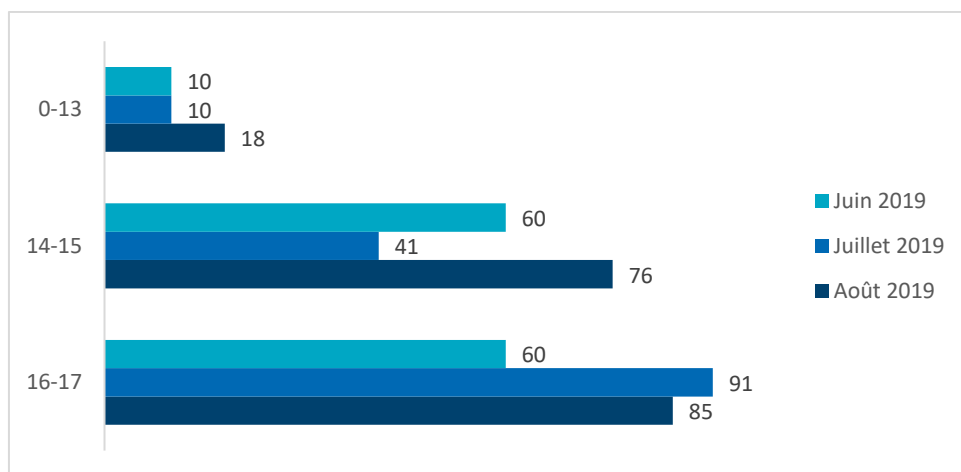
Top à la frontière et dans les centres fermés



35 MENA Top nationalités



Catégorie d'âge



40 Madame Van Liedekerke donne un aperçu des chiffres pour les mois de juin, juillet et août. Elle constate que le flux entrant est supérieur à celui de l'été de 2018. Les nationalités les plus fréquentes sont les suivantes : syrienne, afghane et palestinienne et, depuis juillet, la nationalité afghane occupe la première position. Le nombre élevé de demandes de personnes provenant du Salvador est également étonnant. Le nombre relativement élevé de demandes provenant de jeunes âgés de 14 et 15 ans ainsi que le

45 nombre croissant de demandes de Somaliens mineurs sont également notables.

Madame Van Liedekerke indique que l'OE s'attend à avoir du personnel supplémentaire.

Questions

Annexe 26

50 1. *Quel % des demandeurs d'asile reçoivent directement une annexe 26 lors de l'introduction de leur demande ? Comment l'octroi de cette annexe est-il déterminé ?*

Madame Van Liedekerke répond que ce nombre varie en fonction des jours. Elle indique que le principe d'inscription directe n'est appliqué que dans des cas exceptionnels et pour des catégories très vulnérables de personnes et que le but est également que cela reste le cas. Il s'agit par exemple de mineurs étrangers non accompagnés, de femmes en fin de grossesse ou de personnes en chaise

55 roulante. L'évaluation de vulnérabilité est une compétence d'interprétation qui revient aux collaborateurs de l'OE. Le demandeur peut directement être inscrit lorsque sa vulnérabilité est claire, ou à l'issue d'un screening médical par Fedasil qui a révélé des vulnérabilités.

Délais

60 2. *Selon des signaux émanant du terrain, le délai entre l'introduction de la demande d'asile et la première interview/le remplissage du questionnaire auprès de l'OE peut durer plus de quatre mois. Certains demandeurs d'asile se voient communiquer 5 à 6 fois une nouvelle date, sans aucune explication. Quelles sont les causes de ce retard ? Une amélioration future est-elle prévue ?*

Madame Van Liedekerke constate que l'actuel retard est dû au manque de personnel. Elle indique que 13 personnes en charge des interviews sont entrées en service depuis mars-avril, mais que ce

65 nombre ne suffira pas à combler le retard accumulé. Trois nouveaux collaborateurs commenceront dans le courant du mois de septembre, mais il faudra du temps avant qu'ils soient entièrement opérationnels.

L'OE doit également accorder la priorité à certaines catégories, comme les personnes vulnérables ou demandeurs de la procédure Dublin pour lesquelles les délais légaux doivent être respectés. D'autres

70 facteurs entrent également en ligne de compte, comme les maladies, les absences de collaborateurs ou encore, l'impossibilité de prévoir des interprètes. L'OE tente d'éviter que les demandeurs doivent revenir à de multiples reprises.

Madame Ina Vandenberghe s'enquiert des délais moyens.

75 Madame Van Liedekerke répond qu'il est ardu de donner une moyenne. Si les demandeurs doivent revenir à plusieurs reprises, l'OE tente de leur accorder la priorité, mais tout dépend d'éventuels dossiers urgents devant être traités en premier lieu.

Madame Marileen Vandenberghe demande si les demandeurs peuvent être avertis ou non afin qu'ils évitent de se rendre à Bruxelles.

80 Madame Van Liedekerke répond que les convocations par courrier recommandé (conformément à la loi) induiraient une charge de travail supplémentaire. De plus, certaines situations (absences imprévues d'interprètes/employés) sont difficiles à prévoir.

Madame Crauwels s'enquiert de l'actuel retard.

Madame Van Liedekerke répond que la charge de travail totale s'élevait en juillet 2019 à 11.168 dossiers.

85 **Reprises 2019**

3. *Combien de reprises ont été demandées à la Grèce en 2019 ? Combien de 26 quaters ont été délivrés ?*

Mme Van Liedekerke a déclaré que, pour des raisons techniques, il n'était pas possible de donner les chiffres pour ce rapport.

4. *Combien de transferts ont effectivement eu lieu ?*

90 Madame Van Liedekerke ajoute qu'aucun transfert n'a eu lieu.

5. *De quels profils s'agit-il ?*

Madame Van Liedekerke répond que les transferts ont principalement été demandés sur la base des articles 12(2) et 12(4) du Règlement Dublin, pour des personnes avec un visa ou un permis de séjour dans un autre État membre. Il s'agit principalement d'hommes célibataires sans profil vulnérable.

95 Une évaluation individuelle intervient toujours sur la base des éléments du dossier.

Transferts Dublin

6. *Nous avons reçu un signal indiquant que lors du transfert Dublin vers la Belgique, des documents d'identité et d'autres documents comme un acte de mariage ne sont pas toujours remis au demandeur d'asile.*

100 a. *Est-ce souvent le cas ?*

Madame Van Liedekerke confirme que cette situation se produit, mais n'en connaît pas la fréquence.

b. *L'OE veille-t-il à ce que les documents soient tout de même transférés, ou le demandeur d'asile doit-il contacter les autorités de l'autre État membre ?*

105 Madame Van Liedekerke précise que Bureau Dublin peut demander les documents dans un autre État membre tant que des coordonnées sont disponibles. Il y est procédé à la requête du demandeur.

Demande de protection internationale à la frontière et décisions de refus d'entrée

110 7. Depuis le changement de loi du 21/11/2017 (entrée en vigueur le 22/03/2018), l'article 52/3 §2 de la loi sur les étrangers stipule que : le ministre ou son délégué ne reçoit une décision de refus d'entrée (sur la base de laquelle il/elle/x peut être refoulé) que **lorsque** le CGRA a refusé la demande de protection internationale qui a été introduite à la frontière.

En attendant cette décision, le demandeur de protection internationale peut être placé en détention (article 74/5, §1, 2° de la loi sur les étrangers).

115 §2 Dans le cas visé à l'article 74/5, § 1er, 2°, le ministre ou son délégué décide que l'étranger n'est pas admis à entrer dans le Royaume **après que le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides a refusé ou a déclaré irrecevable la demande de protection internationale sur la base de l'article 57/6/4, alinéa 1er.** L'étranger est refoulé sous réserve de l'article 39/70. Ces décisions sont notifiées dans le lieu où l'étranger est maintenu.

120 L'arrêté sur les étrangers ne semble cependant pas encore adapté, là où l'article 72 impose qu'une annexe 11ter soit immédiatement délivrée.

125 Art. 72. <AR28-01-1988, art. 2> [1 § 1.]1 Les autorités chargées du contrôle aux frontières remettent à l'étranger qui se présente à la frontière **sans être porteur des documents requis et qui (introduit une demande d'asile), un document conforme au modèle figurant à l'annexe 25** [1 ou, s'il a introduit une demande d'asile subséquente au sens de l'article 51/8 de la loi, un document conforme au modèle figurant à l'annexe 25quinquies]1. <AR 2007-04-27/56, art. 43, 1°, 030; entrée en vigueur : 01-06-2007>

(Conformément à l'article 52/3, § 2, de la loi, cet étranger reçoit également une décision de refoulement conformément au modèle figurant à l'annexe 11ter.)

130 **Pourriez-vous expliquer la pratique actuelle ?** Des décisions de refus d'entrée sont-elles encore délivrées au moment du contrôle à la frontière, ou la pratique a-t-elle été adaptée suite au changement de loi ?

Madame Van Liedekerke transmet la réponse du Département Contrôle intérieur et frontières :

135 La pratique a été adaptée à l'amendement de la loi. En particulier, si une décision de refus d'entrée n'a pas encore été prise lorsque l'étranger présente une demande de protection internationale, la décision de refus d'entrée sera reportée jusqu'à ce que le CGRA ait refusé la demande de protection internationale sur la base de l'article 57/6/4, 1^{er} alinéa, ou l'ait déclarée irrecevable (nouvel article 52/3, §2 1^{er} alinéa) de la loi).

Parents d'enfants qui ont obtenu le statut de réfugié reconnu

- 140 8. *Des signaux indiquent que les demandes de régularisation sont actuellement en train de stagner. Est-ce le cas ? C'est problématique si on fait le lien avec la communication du CGRA selon laquelle les parents d'enfants qui ont obtenu le statut de réfugié reconnu sur la base d'un risque de subir des mutilations génitales féminines (MGF) doivent introduire une demande 9bis.*

145 Madame Van Liedekerke a soumis cette question au Service Séjour humanitaire qui assure que leur activité ne connaît pas de baisse de régime. Au contraire, le Service Séjour humanitaire a traité plus de demandes en 2019 qu'il ne l'a fait en 2018. En effet, 267 décisions ont été prises en moyenne par mois en 2019 (8 mois) alors qu'en 2018, cette moyenne mensuelle était de 235 décisions.

150 Concernant la situation particulière de cette question, le Service Séjour humanitaire rappelle que les demandes ne sont pas différenciées par catégorie, par âge ou par genre au moment où elles sont introduites dans le système. Ce n'est que lors du traitement de la demande que la situation de la personne est analysée. Les demandes sont en principe traitées par ordre d'arrivée. Certaines d'entre elles peuvent faire l'objet d'une priorité de traitement, lorsqu'il s'agit de personnes en situation de vulnérabilité. Ces cas doivent être signalés par les partenaires au Service Séjour humanitaire car il n'a pas la capacité de les détecter avant que la demande ne soit mise en traitement.

155 Madame Ceulemans indique qu'actuellement, le traitement des dossiers connaîtrait un an de retard.

Demandes de suivi

9. *Quel document est fourni aux demandeurs de protection internationale lorsqu'ils interjetent un appel suspensif contre une décision d'irrecevabilité d'une demande subséquente ?*
- 160 a) *L'annexe 26qq est uniquement prolongée jusqu'à la décision de recevabilité (d'irrecevabilité) du CGRA, mais que se passe-t-il après ?*
- b) *L'appel est de toute façon suspensif dans le cas d'une première demande subséquente qui est déclarée irrecevable. Cependant, nous apprenons que ces demandeurs d'asile ne reçoivent (provisoirement) plus aucun document. Une solution est-elle prévue ?*

165 Madame Van Liedekerke répond que l'AR n'a dans ce cadre pas encore été adapté. L'art. 75 de l'arrêté sur les étrangers stipule uniquement que l'annexe 26quinquies est prolongée tant qu'une décision définitive n'a pas été prise par le CGRA. Dans la pratique, la personne qui introduit un appel de ce type reste en possession de l'annexe 26quinquies, mais elle n'est plus prolongée.

10. *État d'avancement du retard de traitement des demandes de protection internationale et transmission au CGRA.*

170 Madame Van Liedekerke fait référence au rapport statistique qui a été publié sur le site Web de l'OE. Comme indiqué ci-avant, la charge de travail s'élevait en juillet 2019 à 11.168 dossiers et l'OE tente de combler le retard existant.

11. *Est-il possible d'organiser une visite des nouveaux bâtiments de l'OE (en particulier Pacheco) pour les participants à la réunion de contact ?*

- 175 Madame Van Liedekerke confirme que la réunion de contact du 16 octobre peut avoir lieu dans le nouveau bâtiment de l'OE du Boulevard Pacheco, et qu'une visite est possible.

Madame Vaillant demande si l'OE a déjà pris position suite à l'arrêt du Conseil d'État¹ annulant l'arrêté royal de 2015 fixant le montant de la redevance administrative ?

Madame Van Liedekerke répond que l'OE n'a pas encore pris position mais va se renseigner.

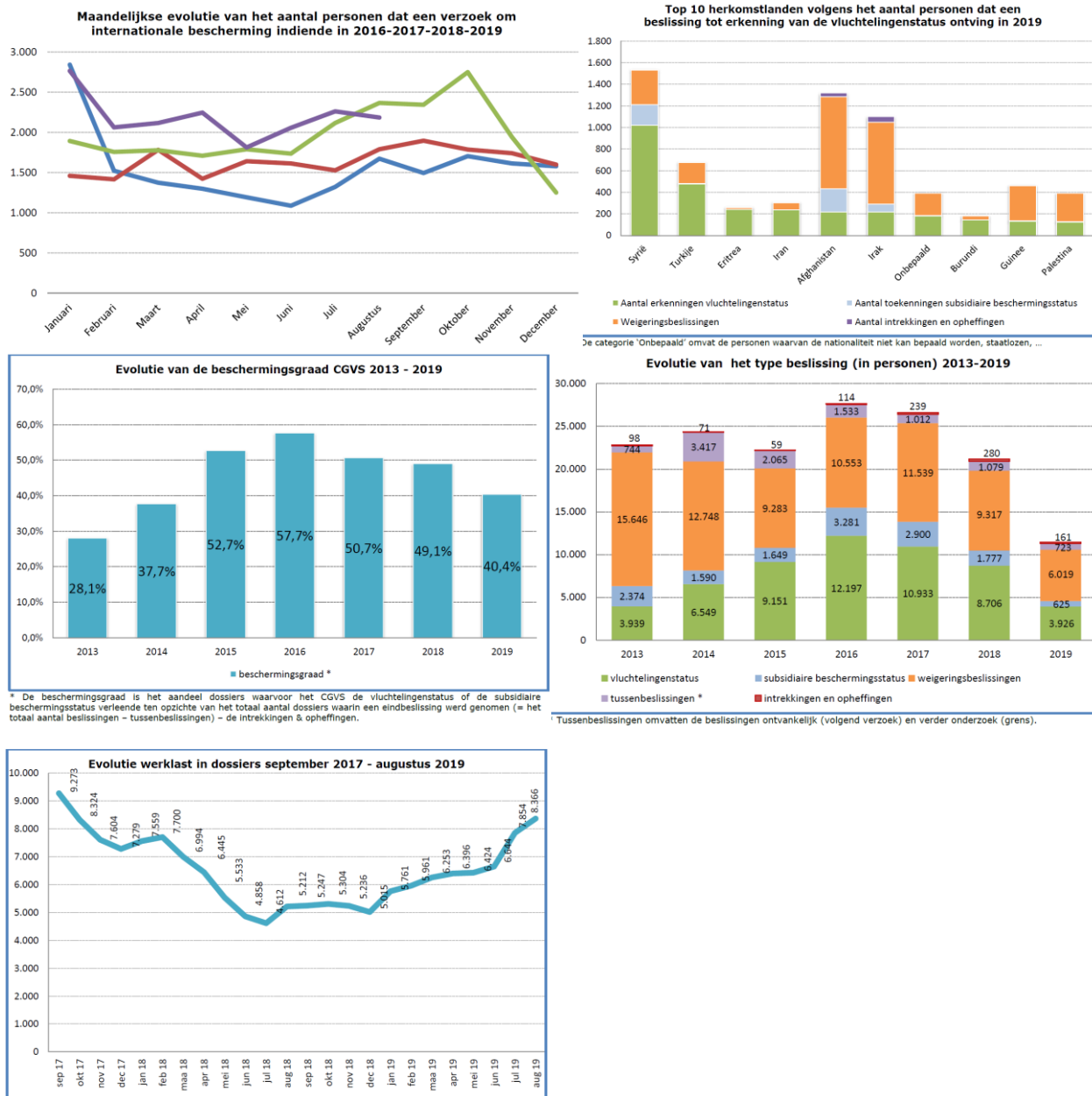
180 Communications CGRA (Monsieur Van dun Bulck)

Un aperçu des chiffres est disponible sur le site internet du CGRA (<https://www.cgra.be/fr/chiffres>).

DEMANDES DE PROTECTION INTERNATIONALE	Juni	Juli	Augustus	TOTAL
Nombre de personnes à avoir soumis une première demande de protection internationale *	1.772	1.937	1.945	14.726
Nombre de personnes à avoir soumis une demande ultérieure de protection internationale	286	325	240	2.785
Nombre de personnes à avoir soumis une demande de protection internationale	2.058	2.262	2.185	17.511
DÉCISIONS				
Décisions intermédiaires				
Nombre de personnes pour lesquelles une enquête complémentaire (frontière) a été décidée + nombre de personnes pour lesquelles la demande ultérieure a été jugée recevable	103	84	95	723
Décisions finales				
Nombre de personnes ayant reçu une décision de reconnaissance du statut de réfugié (SR)	425	586	294	3.926
Nombre de personnes ayant reçu une décision d'octroi du statut de protection subsidiaire (PS)	68	79	52	625
Nombre de personnes dont la demande a été jugée irrecevable	310	269	374	2.436
Nombre de personnes dont la demande a été jugée manifestement infondée	57	52	48	369
Nombre de personnes auxquelles le statut de réfugié et le statut de protection subsidiaire ont été refusés	411	441	273	3.214
Nombre de personnes dont le statut a été retiré ou abrogé	22	13	18	161
Nombre total de personnes ayant reçu une décision quant à leur demande de protection internationale	1.396	1.524	1.154	11.454
Charge de travail	6.664	7.854	8.366	
	dossiers	dossiers	dossiers	

*Nombre des personnes qui introduisent une première fois une demande de protection internationale

¹ CE n° 245.404, 11 septembre 2019, <http://www.raadvanstate.be/arr.php?nr=245404>



185 Chiffres

Monsieur Van den Bulck indique que le **taux de reconnaissance** de la période écoulée est inférieur aux mois derniers, à savoir 25,5 % (en juin), 42 % (en juillet) et 32,4 % (en août). Cette situation n'a aucun lien avec un changement de politique vis-à-vis de certains pays d'origine. Pendant cette période, davantage de décisions de non-recevabilité ont été prises, surtout pour des demandes successives.

190 Nombre de décisions ont encore été prises à propos de dossiers de personnes qui possèdent un statut de protection dans un autre État membre. Ces décisions vont encore augmenter dans les mois à venir. Pour certains pays d'origine, comme l'Irak, le taux de reconnaissance est nettement inférieur. On l'explique par le nombre élevé de demandes successives qui ont été traitées, supérieur à celui des premières demandes d'asile. Les décisions sont dans ce dernier cas plus souvent non recevables.

195 La **charge de travail** a clairement augmentée, vu que davantage de dossiers de l'OE ont été transférés. Si l'OE n'est pas capable de combler son retard, le volume de travail du CGRA augmentera également. Voici le volume de travail actuel : 8 366 dossiers pour 10 672 personnes. Ce nombre est moins élevé que celui de l'OE, mais arrivera bientôt le moment auquel davantage de dossiers de l'OE passeront au CGRA.

Tendances européennes

200 Monsieur Van den Bulck indique la situation problématique du système d'asile qui, dans l'ensemble, est particulièrement critique, tant en termes d'accueil que de traitement des demandes. Il convient d'admettre que le système d'asile belge n'est plus efficace et qu'il est même question de situation de crise.

205 **Le CGRA est en train d'élaborer un plan d'action** pour en accroître l'efficacité. Les mesures suivantes ont été adoptées à cette fin :

- **Recrutement et formation de nouveaux membres du personnel.** Depuis août, plus de 44 nouveaux attachés sont entrés en service, en marge du nouveau personnel administratif. Davantage d'attachés feront leur entrée dans les semaines à venir. Le but est de recruter d'autres membres du personnel, et des postes vacants ont été publiés fin août. Le nombre précis n'est pas encore clair. Une décision du gouvernement concernant l'attribution du budget complémentaire est encore attendue. Il y a un besoin criant d'augmentation de l'effectif.

- **Mesures internes pour consolider l'efficacité** Les dossiers suivants seront traités de manière prioritaire :

- Personnes dans des centres fermés
- Personnes de pays d'origine sûrs
- Demandes successives
- Personnes avec statut dans un autre État membre
- Mineurs qui introduisent une demande d'asile propre après le refus d'une demande antérieure de leurs parents

220 Le CGRA adopte également plusieurs mesures pour accroître le nombre de décisions, mais sans nuire à la qualité et à l'évaluation de la situation.

- **Éviter certains phénomènes dans les flux secondaires.** Ils peuvent notamment l'être grâce à une application effective de Dublin et la prise d'une décision d'irrecevabilité, pour les personnes ayant déjà introduit une demande ou un statut de protection dans un autre État membre (notamment Allemagne, Pays-Bas, France). Il est nécessaire d'éviter ces phénomènes et d'y réagir en prenant rapidement une décision. Elles sont déclarées irrecevables à très court terme. Une autre décision n'est possible que dans des cas très exceptionnels.

- **Approche des demandes séparées de mineurs**, lorsque les parents ont déjà reçu un refus et en l'absence de nouveaux éléments. Il s'agit d'un abus de la procédure. C'est en outre problématique, étant donné que l'impact sur les enfants n'est pas pris en compte. Les enfants endossent une responsabilité pour toute la famille. On assiste à une augmentation manifeste de ce type de dossiers. Des changements de lois supplémentaires sont nécessaires pour l'éviter. Le CGRA est en train de l'examiner, tant en termes de procédure que d'accueil.

Questions

235 Protection subsidiaire

1. *En Allemagne et en Italie, en marge du statut de réfugié et de la protection subsidiaire, il existe également une protection humanitaire, qui offre un droit de séjour d'un an. Comment les demandes de protection internationale des personnes ayant ce statut sont-elles traitées ?*

240 *Elles ne relèvent pas de l'article 57/6 § 3, 3° mais une autre disposition spécifique est-elle appliquée ?*

Monsieur Van den Bulck répond qu'en général, ces dossiers, dans le cadre de Dublin, ne peuvent pas être transférés au CGRA. Le nombre de dossiers est dès lors limité. En général, ces dossiers sont également examinés. Dans la plupart des cas, une décision de refus est prise, car il n'y a souvent aucune raison d'attribution d'un statut de protection, parfois sur la base de l'art. 1 E de la

245 Convention de Genève.

Madame Baeyens demande si l'art. 1 de la Convention sur les réfugiés ne s'applique pas seulement à un statut qui est très proche du statut de nationalité. Par ex. Bulgarie/Turquie. La politique est-elle neuve ? Cela n'est en effet plus appliqué depuis longtemps. Cela s'applique-t-il aux personnes qui ont un séjour d'un an dans un autre État membre ?

250 Monsieur Van den Bulck répond qu'il s'agit de personnes possédant un statut dans un autre État membre, mais aussi de personnes ayant un autre statut. Une personne au statut limité ou incertain n'est ici pas un bon exemple. Mais il y a d'autres exemples. En règle générale, le CGRA n'accordera pas de statut si une personne a un statut de séjour dans un autre État membre.

255 Politique

Monsieur Van den Bulk parcourt la politique de quelques pays d'origine.

Pour l'Afghanistan et l'Irak, il a été procédé à une nouvelle appréciation de la situation dans le pays d'origine, également sur la base des lignes directrices du Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO) publiées en juin 2019. La politique future sera conforme à ces lignes directrices. Il y a peu de disparités majeures en termes d'approche, car la politique du CGRA était déjà conforme à ces lignes directrices. Il y a parfois des différences entre la politique du CGRA et celles du EASO.

260 Les lignes directrices stipulent que pour la province de Nangarhar en **Afghanistan**, l'art. 15C de la loi doit être attribué sur la base de l'origine du demandeur. Le CGRA ne va pas aussi loin et établit une distinction entre la capitale et le reste de la province, où la situation est très problématique. La situation dans la capitale est manifestement différente. Les personnes originaires de la capitale doivent prouver leur situation individuelle.

265 Pour l'**Irak**, la différence en termes d'approche n'est pas très importante. Il continue d'être fait appel à une évaluation de la situation individuelle et ce n'est que pour certaines régions que la protection subsidiaire est accordée sur la base de l'origine.

270 En octobre, la politique pour la **Syrie** sera revue. Dans la pratique, peu de choses vont changer. La majorité des personnes ont besoin d'une protection sur la base de leur situation individuelle, compte tenu de leur profil. Seule une petite majorité des personnes qui ont récemment quitté des régions contrôlées par le régime kurde ne pourra plus compter sur la protection subsidiaire. Les personnes

275 provenant de Damas par exemple ne pourront plus compter sur la protection subsidiaire, sauf sur la base de leur situation individuelle. Parfois, il s'agit également de Syriens ayant un statut dans un autre État membre. Ce qui explique également le taux de reconnaissance inférieur pour les Syriens, vu qu'il s'agit de décisions d'irrecevabilité.

Le traitement de dossiers du **Soudan** a démarré. Il est procédé à une évaluation individuelle des dossiers compte tenu de la situation actuelle.

280 Monsieur Van den Bulck explique que **le Salvador** fait l'objet d'une actualisation de la politique. Les personnes victimes de violence ont la possibilité d'obtenir une protection, mais sur la base de leur situation individuelle et non de leur situation générale. Dans certains cas, le statut de réfugié leur est accordé, mais il s'agit généralement du statut de protection subsidiaire. Au cours de ces derniers mois, plusieurs refus pour le Salvador ont également été notifiés.

285 1. *Pourriez-vous donner la position du CGRA quant aux demandes d'asile de personnes **camerounaises** originaires de la partie anglophone du Cameroun (provinces de Bamenda, Buéa, Victoria). Le CGRA considère-t-il que la situation sécuritaire puisse donner lieu à l'octroi d'une protection internationale (protection subsidiaire) ?*

290 Monsieur Van den Bulck répond que le CGRA évalue actuellement la situation dans les régions anglophones du Cameroun. Les situations font l'objet d'une évaluation individuelle. Dans certains cas, il est clairement question de statut de réfugié. Parfois, l'art. 15c est appliqué pour les victimes de violences aveugles. La situation est moins évoquée dans la presse. Mais elle est particulièrement problématique dans certaines régions.

295 *Décisions prises pour demandeurs du Sénégal et de Guinée : Serait-il possible de communiquer le nombre de décisions prises chaque mois depuis janvier 2019 pour les demandeurs originaires du Sénégal et de Guinée, Et, pour le total, la ventilation par pays et par type de décision (réfugié, protection subsidiaire, refus) ?*

Nombre total de décisions prises en 2019

Décisions (personnes)	GUINEE	SENEGAL
Janvier	39 (43)	6 (6)
Février	47 (54)	3 (3)
Mars	67 (75)	3 (3)
Avril	55 (63)	6 (7)
Mai	58 (63)	3 (3)
Juin	54 (64)	9 (9)
Juillet	70 (80)	9 (9)
Août	54 (58)	6 (8)
Total	444 (500)	45 (48)

Types décisions en 2019 :	Décisions (personnes)
Reconnaissance du statut de réfugié	115 (132)
Octroi du statut de protection subsidiaire	3 (3)
Refus	243 (274)
Demande irrecevable	51 (52)
Retrait ou abrogation	1 (1)

Orientation sexuelle

- 300 2. *L'entretien personnel d'un demandeur d'une protection en raison de son orientation sexuelle est-il toujours organisé par un protection officer spécialisé dans ce domaine ? Ou tous les protection officers bénéficient-ils d'une formation dans ce domaine ?*

Monsieur Van den Bulck répond que tous les gestionnaires de dossiers ont suivi une formation spécifique dans ce domaine, et que les nouveaux collaborateurs la suivront également.

- 305 3. *Y a-t-il des statistiques sur le nombre de demandes de protection internationale introduites en 2017, 2018 et 2019 pour cause d'orientation sexuelle, de nationalité, et les décisions respectives ?*

Monsieur Van den Bulck répond que les statistiques de 2017 et 2018 seront transmises. Les chiffres sont établis par année, donc ceux de 2019 ne sont pas encore disponibles.

Réinstallation

- 310 4. *Toutes les personnes qui ne pouvaient plus venir en 2018 en raison de la suspension sont-elles arrivées ?*

5. *Qu'en est-il du quota pour 2019 ?*

a. *Combien d'arrivées ont déjà eu lieu ?*

b. *Lesquelles sont prévues pour les semaines à venir ?*

- 315 6. *L'occupation du réseau d'accueil a-t-elle actuellement un impact sur les arrivées planifiées ?*

Monsieur Van den Bulck répond que les engagements (pledge) précédents portaient sur une période de 2 ans : 2017 -2018 pour 2 000 personnes. Actuellement, 1 113 personnes sont déjà arrivées. Pour les missions de 2018, 880 personnes sont arrivées, contre 233 pour les missions de 2019. 24 personnes faisant parties d'une mission de 2018 sont encore attendues, le retard étant dû à des motifs individuels dans le chef des personnes proprement dites. Il arrive que les personnes ne viennent pas ou abandonnent. Parmi les personnes qui ne sont pas encore arrivées, il y a 249 personnes de la mission au Liban et 189 personnes d'une mission en Turquie. Le fait qu'elles ne soient pas encore arrivées est lié au déficit en termes d'accueil. Le Ministre a demandé d'attendre que des marges supplémentaires soient disponibles. Des missions supplémentaires ont été suspendues pour les mêmes motifs liés à l'accueil. Elles ne seraient pas opportunes pour l'instant, mais en principe, encore possibles. Il s'agit exclusivement de Syriens. Il est actuellement difficile de donner une date pour l'arrivée de ces deux groupes, pour lesquelles des missions supplémentaires seront organisées. Au vue du flux entrant dans l'accueil et de la hausse du nombre de demandes, il est peu probable que ces personnes arrivent cette année encore dans le cadre d'une réinstallation.

- 330 Monsieur Van den Bulck signale que [le rapport annuel du CGRA](#) a été publié en août. Les instances en charge de l'asile sont confrontées à d'importants changements dans plusieurs dossiers. Un système doit être mis en place pour pouvoir réagir plus rapidement aux besoins. En octobre de l'année dernière, le besoin de personnel supplémentaire avait déjà été signalé, et ce n'est qu'en août que les premiers collaborateurs sont arrivés. On ne peut parler de réaction efficace. Des mesures ont été adoptées pour
- 335 réaliser des économies linéaires, s'appliquant à toutes les instances publiques : les personnes qui partent ne sont pas remplacées et il n'est procédé à aucun recrutement supplémentaire (en raison des budgets de fonctionnement du Selor, etc.). Mais un déficit en investissement efficace donne lieu à des frais plus importants ailleurs, comme au niveau de l'accueil. Voilà quelques réflexions pour un prochain

gouvernement. L'actuel cabinet en a conscience, mais est en affaires courantes. Espérons que le
 340 prochain gouvernement adoptera davantage une approche de consolidation de l'approche globale de la
 politique d'asile au niveau européen, sur la base de bonnes connaissances de la réalité et d'une politique
 fondée sur des preuves.

Madame Baeyens demande si la Belgique a conclu des nouveaux engagements (pledge) concernant la
 relocalisation pour 2020 pour lesquels le délai était dimanche. Les moyens européens de 2019 seront-ils
 345 encore valables pour les personnes qui arriveront en 2020 (au lieu de 2019) ? Ou ce groupe va-t-il relever
 des engagements de 2020 ?

Monsieur Van den Bulck répond que des nouveaux engagements doivent être pris pour pouvoir compter
 sur des subventions de l'Union européenne. Les engagements ne constituent pas une obligation pour
 l'État membre. La Belgique n'a pas rempli entièrement ses engagements pour 2018-2019, étant donné
 350 que le nombre de personnes arrivées est inférieur aux 2000 planifiés. Si ces personnes arrivent après la
 date, on ne pourra plus compter sur des subventions. Pour les personnes qui ne sont pas arrivées, un
 nouvel engagement sera pris l'année suivante. Le nouvel engagement s'inscrira dans la même lignée que
 les années précédentes, ce qui signifie 1 000 à 1 500 par an.

Madame Van Assche demande ce qu'il en est des dossiers pour le Soudan. Des nouvelles décisions
 355 seront-elles prises, car certaines personnes attendent depuis longtemps déjà ?

Monsieur Van den Bulck explique ne pas être en mesure de répondre à cette question. Le service
 concerné traite également les dossiers de Somalie et d'Erythrée. Les décisions suivront probablement
 rapidement. Différentes auditions ont déjà eu lieu.

Madame Ina Vandenberghe demande s'il y a une explication au flux d'asile secondaire accru. Pourquoi
 360 continue-t-il d'augmenter et pourquoi la Belgique est-elle si attrayante ?

Monsieur Van den Bulck répond qu'il n'y a pas vraiment d'explication. Une hausse similaire se remarque
 dans les autres pays également. Elle est plus forte dans certains pays, comme la France, la Belgique et
 l'Allemagne, que d'autres, comme les pays scandinaves. Le nombre de demandes a globalement
 fortement reculé en Norvège, au Danemark et en Finlande, mais aussi en Suède. Auparavant, les
 365 demandes étaient plus élevées en Suède, mais elles sont désormais inférieures à la Belgique. On peut
 bien entendu l'expliquer par le fait que de nombreuses personnes sont arrivées en 2015, et que donc
 davantage de décisions ont été prises dans tous les pays. Peut-être en est-ce la conséquence. Il peut
 également être question de refus en Allemagne et en Suède, ce qui pousse les personnes à se rendre
 vers un autre État membre. Elles se rendent principalement en France et en moindre mesure en
 370 Belgique. Les personnes ayant un statut en Grèce viennent surtout pour des raisons socio-économiques.
 Elles continuent de représenter un groupe important. Nous ne pouvons en tirer des statistiques claires.
 Le système en Grèce est cependant conforme aux traités internationaux et aux directives européennes.
 Les réfugiés reconnus doivent avoir les mêmes droits que les ressortissants. La situation en Grèce s'est
 également compliquée pour les ressortissants grecs, et il en va de même pour l'Italie.

375 Monsieur Lardot demande ce qu'il en est avec les dossiers du Venezuela.

Monsieur Van den Bulck répond que le CGRA examine chaque situation individuellement. Les personnes
 peuvent-elles démontrer ou non être poursuivies ? En présence d'éléments, elles reçoivent le statut de
 réfugié. Le CGRA n'octroie aucune protection pour la situation socio-économique. Monsieur Van den
 Bulck répond que le pourcentage pour 2019 est 22,7%.

380 **Chiffres du CCE (Monsieur Huys)**

Les chiffres sont disponibles sur le site du CCE: <https://www.rvv-cce.be/fr/cce/chiffres>.

Flux d'entrée de recours et flux de sortie des arrêts rendus en matière d'asile 385

	Flux d'entrée	Flux de sortie
Σ 2011	9.937	12.314
Σ 2012	14.554	12.594
Σ 2013	11.699	12.595
Σ 2014	8.172	8.710
Σ 2015	6.092	7.782
Σ 2016	6.626	5.970
Σ 2017	7.077	5.440
Σ 2018	5.496	6.235
Jan 2019	446	533
Febr 2019	355	555
Mar 2019	468	546
Avr 2019	547	490
Mai 2019	488	519
Juni 2019	428	390
Juli 2019	601	428
Aug 2019	535	379
Σ 2019	3.868	3.841

Procédure en extrême urgence (EU)

	EU
Σ 2011	682
Σ 2012	873
Σ 2013	1.008
Σ 2014	987
Σ 2015	1.168
Σ 2016	1.282
Σ 2017	964
Σ 2018	1.016
Jan 2019	145
Fév 2019	102
Mar 2019	93
Avr 2019	104
Mai 2019	103
Juin 2019	94
Juil 2019	104
Août 2019	85
Σ 2019	830

Volume de travail en matière d'asile

Date	Nombre d'appels pendants au CCE
01/09/2019	3.420

390 Flux d'entrée des recours en Asile en fonction du pays d'origine

Juni 2019		Juli 2019		Augustus 2019	
Afghanistan	40	Palestina	70	Afghanistan	72
Palestina	37	Guinee	62	Palestine	61
Irak	37	Afghanistan	54	Irak	48
Onbepaald	35	Irak	51	Guinée	44
Guinee	30	Congo (DRC)	36	Russie	18

Arrêts définitifs par dictum

Arrêts définitifs par dictum	Σ en Juin 2019	Σ en Juil 2019	Σ en Août 2019
Rejet	269	282	254
Reconnaissance Genève (art. 48/3)	22	18	23
Refus reconnaissance Genève (art. 48/3) – Octroi protection subsidiaire (art.48/4)	5	2	1
Annulation	38	46	45
Σ	334	348	323

Flux d'entrée et flux de sortie en Migration au CCE

	Flux d'entrée	Flux de sortie
Σ 2011	11.577	5.898
Σ 2012	14.926	8.559
Σ 2013	16.072	8.477
Σ 2014	13.519	9.812
Σ 2015	11.337	15.068
Σ 2016	9.292	13.791
Σ 2017	8.811	10.758
Σ 2018	7.740	10.145
Jan 2019	791	1.044
Févr 2019	614	908
Mar 2019	615	846
Avr 2019	613	785
Mai 2019	737	971
Juni 2019	553	795
Juli 2019	613	601
Aug 2019	553	465
Σ 2019	5.085	6.415

395 Volume de travail en matière de migration

Date	Nombre d'appels pendants au CCE en matière de migration
01/09/2019	13.071

Questions (Questions abordées par le CGRA et auxquelles une réponse a été apportée par le CGRA, mais pas encore par le CCE, il se peut que le CCE souhaite commenter la partie (d))

1. Des signaux démontrent que le nombre de retraits du statut de protection internationale est en hausse, surtout pour les MENA, en raison d'un voyage en Afghanistan. L'article 39/57, §1, 2° prévoit un délai d'appel raccourci de 10 jours si ;

- Le CCE affirme tout d'abord qu'une approche 'ex tunc' (rétroactive) est nécessaire pour une application de l'article 55/5 de la Loi sur les étrangers, qui régit le retrait du statut de protection subsidiaire. Il faut qu'il apparaisse que le demandeur ne nourrissait pas de crainte 'ab initio' – au moment de l'octroi de la protection subsidiaire – et que la protection internationale lui a été accordée à tort. ([Arrêt du 13 septembre 2017 - n° 191.961 – points 4.2.3 et 4.2.4](#))
- En deuxième lieu, le CCE affirme dans un arrêt de trois juges qu'on ne peut mettre un terme au droit de séjour, après l'abrogation du statut de protection subsidiaire, que dans les cinq premières années après l'introduction de la demande de protection internationale. Au-delà de ces cinq années, on ne peut le faire que pour des raisons d'ordre public ou de sécurité nationale.

Jean Huys (CCE) parcourt les informations suivantes, qui sont partagées par écrit :

Conséquence d'un retour dans son pays d'origine pour un bénéficiaire de la protection internationale Septembre 2019

Le retour dans son pays d'origine d'un bénéficiaire d'une protection internationale peut, à certaines conditions, donner lieu à un retrait ou une cessation de sa protection.

Retrait	
Articles 55/3/1, § 2, 2° et 55/5/1, § 2, 2° de la loi du 15 décembre 1980	Un tel retour dans son pays d'origine peut constituer un comportement personnel qui démontre ultérieurement l'absence de crainte de persécution ou l'absence de risque réel de subir des atteintes graves dans son chef susceptible de servir de fondement pour pouvoir lui retirer sa protection internationale.
Examen <i>ex tunc</i> de la légalité et de l'opportunité du retrait au cas par cas	<p>Pour constituer un motif de retrait, le comportement personnel du requérant doit démontrer qu'il n'y a en réalité jamais eu de crainte, de persécution ou de risque réel d'atteinte grave dans son chef.</p> <p>Tout dépend bien entendu des circonstances concrètes de ce retour.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dans la décision du CCE du 19 février 2018, numéro 199 847 (Afghanistan), le CGRA a décidé de retirer la protection subsidiaire du demandeur sur la base de l'article susmentionné après avoir constaté que le demandeur était revenu plusieurs fois et qu'il soit en outre ressorti de ses déclarations qu'il était plus familiarisé avec la ville de Kaboul que ce qu'il voulait bien admettre. Le CGRA a décidé que le demandeur disposait d'une alternative d'établissement interne dans la ville de Kaboul et décida dès lors de retirer la protection subsidiaire. Le Conseil a confirmé ce retrait.

	<ul style="list-style-type: none"> CCE n° 205 529 du 19 juin 2018 (arrêt faisant suite à une ordonnance procédure écrite - Irak - voyages au pays en vue de réunir la famille en Belgique - maintien de la qualité de réfugié - pas de demande d'être entendu ultérieure) : le Conseil concluait cette ordonnance en soulignant que « le seul fait de ces retours, survenus dans les conditions et pour les motifs indiqués par le requérant, ne semble, à première vue, pas suffire à démontrer l'absence de crainte de persécution dans son chef. »
Interprétation stricte	Le Conseil estime généralement que la gravité des conséquences attachées au retrait implique que les dispositions relatives à cette mesure doivent recevoir une interprétation stricte, afin d'éviter que de telles dispositions ne deviennent source d'insécurité juridique [1] ² .
Cessation	
Distinction entre qualité de réfugié et statut de protection subsidiaire	<p>Conformément à l'article 55/3 de la loi du 15 décembre 1980, un retour dans le pays d'origine peut servir de fondement à la cessation de la qualité de réfugié sur la base de l'article 1 C (1) et (4) de la Convention de Genève.</p> <p>Conformément à l'article 55/5 de la loi du 15 décembre 1980, un tel retour peut entraîner une décision de cessation de la PS si le CGRA démontre que « les circonstances qui ont justifié l'octroi de cette protection cessent d'exister ou ont évolué dans une mesure telle que cette protection n'est plus nécessaire », en examinant « si le changement de circonstances qui ont conduit à l'octroi du statut de protection subsidiaire est suffisamment significatif et non provisoire pour écarter tout risque réel d'atteintes graves ».</p>
Examen <i>ex nunc</i>	<p>La crainte de persécution ou le risque réel d'atteinte grave était fondé au moment de l'octroi de la protection internationale, mais il ne l'est plus aujourd'hui.</p> <ul style="list-style-type: none"> Abrogation - CCE 7 février 2019, n° 216 476 (Afghanistan) L'abrogation de la protection subsidiaire a été confirmée par le Conseil. Dans ce cas également, le demandeur était revenu et une alternative de logement interne avait été constatée.
Réforme du retrait en abrogation - Afghanistan	<ul style="list-style-type: none"> Abrogation - CCE 16 avril 2018, n° 202 429 (Afghanistan) Dans cet arrêt, dans lequel le Conseil a transformé le retrait de la protection subsidiaire par le CGRA (sur la base de l'article 55/5/1, §2, 2 - comportement personnel) en abrogation, après avoir constaté qu'il était impossible de déduire du retour du demandeur que ce comportement personnel impliquait que la protection subsidiaire lui avait été accordée lors de l'attribution (ab initio) à injuste titre. Il a pu être constaté que les circonstances sur la base desquelles la protection subsidiaire avait été accordée n'existaient plus. L'attribution de la protection subsidiaire reposait en effet sur la situation de sécurité générale de sa région d'origine (Nangarhar) et l'absence d'une alternative de logement sûre et raisonnable.

² Voy. notamment CCE n° 81 905 du 29 mai 2012 (retrait).


	<p>Le Conseil a estimé que le demandeur, au moment de la prononciation de l'arrêt, disposait d'une alternative de logement interne à Kaboul, où il pouvait notamment compter sur un réseau familial. Le changement de situation, à savoir la possibilité d'une alternative d'établissement interne à Kaboul, était suffisamment important et durable pour qu'il n'y ait plus de crainte de préjudice important. Le Conseil a décidé de procéder à une abrogation</p> <ul style="list-style-type: none"> • Annulation - CCE 13 septembre 2017, n° 191 956 (Irak) Lorsque le Conseil ne dispose pas de suffisamment d'informations pour évaluer si le changement de situation est suffisamment important et durable pour transformer un retrait en une abrogation pour les motifs susmentionnés, le retrait sera annulé.
Interprétation stricte	Le Conseil rappelle l'interprétation stricte des dispositions relatives au retrait et estime « <i>que, par analogie, la même prudence s'impose lorsque les instances d'asile envisagent de mettre fin au statut de réfugié en application de l'article que 55/3 de la loi du 15 décembre 1980.</i> ³ »
Raisons impérieuses	Conformément aux articles 55/3 et 55/5 de la loi du 15 décembre 1980, la cessation ne s'applique pas à une personne qui peut invoquer des raisons impérieuses tenant à des persécutions ou à des atteintes graves antérieures pour refuser la protection de son pays ⁴ .

420 Intérêt au recours – jurisprudence 3 juges < chambre NL

425 L'arrêt avec 3 juges dont il est question dans la question (CCE 27 juin 2018, n° 206 081) concerne la constatation du manque d'intérêt lors d'un appel contre une abrogation de la protection subsidiaire par le CGRA lorsque le demandeur possède la protection subsidiaire depuis déjà plus de 5 ans (à compter de l'introduction de la demande d'asile). Au vu des articles 49/2 et 11, §3 de la loi sur les étrangers, l'abrogation ne peut en aucun cas donner lieu à une cessation de l'admission au séjour pour une durée illimitée après une période de 5 ans étant donné qu'il n'est possible de le faire que pour des motifs d'ordre public ou de sécurité nationale.

430 Une fois que les deux parties ont eu la possibilité de faire connaître leur point de vue à ce sujet, elles ont constaté qu'il n'était actuellement plus question d'intérêt lors de l'appel et l'appel a été déclaré irrecevable.

Il convient de remarquer ici que c'est uniquement valable dans le cas spécifique d'une abrogation du statut de protection subsidiaire.

435  Une telle argumentation n'a jamais été plaidée devant les chambres de plein contentieux FR du CCE qui n'ont par ailleurs jamais soulevé d'office ce défaut d'intérêt.

³ CCE n° 183 917 du 16 mars 2017 (maintien de la reconnaissance).

⁴ Voy. CCE n° 183 917 du 16 mars 2017 (maintien de la qualité de réfugié).

Communication du Service Tutelle (Monsieur Pede)

Signalementen	Jan 2019	Fevr 2019	Mars 2019	Avril 2019	Mai 2019	Juin	Juillet	Août	Sub- total
Premiers signalements⁵	403	394	363	364	316	317	360	376	2.893
Par la Police	224	234	236	193	167	163	181	152	1.382
Par l'OE	124	123	103	135	125	131	146	153	1.036
Par d'Autres²	55	37	23	34	24	23	33	71	301
Demandes PI⁶	106	95	90	117	120	126	134	176	964
Tous les signalements⁷	694	736	731	686	569	582	576	697	5.271
Identification⁸									
Déterminations de l'âge	403	394	363	364	316	317	360	376	2.893
Doutes émis	287	268	262	299	200	180	191	214	1.738
Nombre de tests effectués	131	100	122	96	132	95	90	104	869
Majeurs	72	98	89	74	100	82	89	54	659
Mineurs	32	18	29	35	50	32	37	24	256
Décisions notifiées	105	119	114	115	148	113	124	75	922

⁵ Il s'agit ici du nombre de personnes déclarant être mineurs étrangers non accompagnés au moment où elles sont signalées au service des Tutelles par un service de police, l'Office des étrangers ou autre. Le nombre de personnes effectivement identifiées comme mineurs étrangers non accompagnés sera inférieur. En effet, certains seront déclarés majeurs suite au processus d'identification et d'autres disparaîtront ce qui ne permettra pas de les identifier. Voir plus loin pour le nombre de mineurs sous tutelle. Un signalement correspond à une personne.

⁶ Seuls l'OE et le CGRA peuvent donner des chiffres précis concernant les demandes d'asile ; nos données sont donc une estimation.

⁷ Ces données contiennent plusieurs signalements pour une même personne.

⁸ La différence retrouvée entre le nombre de tests d'âge effectués, le nombre de décisions prises et la somme des jeunes majeurs et mineurs est due aux délais nécessaires à la communication des résultats des tests et à l'annulation (parfois encodée sur le mois suivant ou mal encodée) en dernière minute des tests. Le nombre de décisions d'âge est par ailleurs plus élevé que la somme des jeunes majeurs et mineurs car certains jeunes nécessitent plusieurs décisions d'âge (par exemple suite à la présentation de documents).

Top 10 des nationalités premiers signalements	Jan	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sous-total
Erythrée	83	80	102	96	80	78	82	50	651
Afghanistan	39	39	37	76	74	60	76	124	525
Maroc	42	39	35	27	20	36	29	50	278
Algérie	32	37	28	26	10	17	27	29	206
Soedan	28	27	22	20	11	4	5	4	121
Guinée	30	24	17	17	5	7	9	9	118
Somalie	14	15	7	11	13	9	14	15	98
Irak	14	20	7	5	3	8	11	11	79
Syrie	5	5	7	5	4	14	8	10	58
Ethiopie	16	6	4	12	8	5	6	1	58

Éléments relatifs à la tutelle	Jan ⁹	Févr	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sous-total
Tutelles en cours	2.415	2.386	2.445	2.306	2.381	2.414	2.474	2.501	/
Nouvelles désignations	152	119	184	133	120	124	179	154	1240
Cessations de tutelle ¹⁰	125	98	111	100	103	106	135	88	1.063

440

Type de tutelle	Nombre de tuteurs	%	Nombre de tutelles	%
Tuteurs volontaires	420	78%	977	39%
Tuteurs privés indépendants	75	14%	960	38%
Tuteurs en société	12	2%	212	8%
Tuteurs employés	18	3%	344	14%
Total	536		2.501	

Age	0-5 ans	6-10 ans	11-15 ans	16-17 ans	>=18 ans	Indéterminé	Sous-totaux 2019
Janvier	3	8	98	267	21	6	403
Février	7	4	117	245	21	0	394
Mars	4	7	92	236	24	0	363
Avril	4	4	100	231	23	2	364
Mai	3	7	100	192	10	4	316
Juin	2	9	96	198	11	1	317
Juillet	2	9	82	248	17	2	360
Aout	6	9	122	233	5	1	376
Sous-totaux	25	48	685	1.617	127	15	2.517

⁹ Situation en date du dernier jour du mois.

¹⁰ Nombre de cessations de tutelles au vu de l'art 24 et suivant de la loi programme du 24 décembre 2002 (majorité, disparition, décès, etc...) notamment.

Monsieur Pede parcourt les chiffres et constate que la tendance d'un grand nombre de premiers signalements (376) se maintient. Les demandes successives sont en hausse. La hausse est due à la problématique des migrants de transit. Les jeunes (principalement des Érythréens) se retrouvent partout dans le pays, alors qu'auparavant, ils se limitaient à des parkings et aux grandes villes. Ce qui explique également la tendance baissière des premiers signalements enregistrés par les services de police. On assiste à une hausse des demandes de PI (surtout chez les Afghans). La présence d'ONG's (comme Caritas International) dans le Parc Maximilien réduit le seuil d'introduction d'une demande.

Les MENA sont principalement de nationalité afghane, marocaine et algérienne.

En 2019 (janvier-août), des doutes ont été émis pour 1.738 jeunes et 869 tests de détermination de l'âge ont été effectués. Il s'agissait principalement de migrants de transit mineurs, plus particulièrement des Érythréens.

Fin août, on dénombrait davantage de tutelles en cours (2.501) en raison du nombre supplémentaire de tuteurs désignés. Parmi les tuteurs, 80 % sont bénévoles, 14 % sont des tuteurs privés avec statut indépendant, 2 % sont en société et 3 % sont salariés.

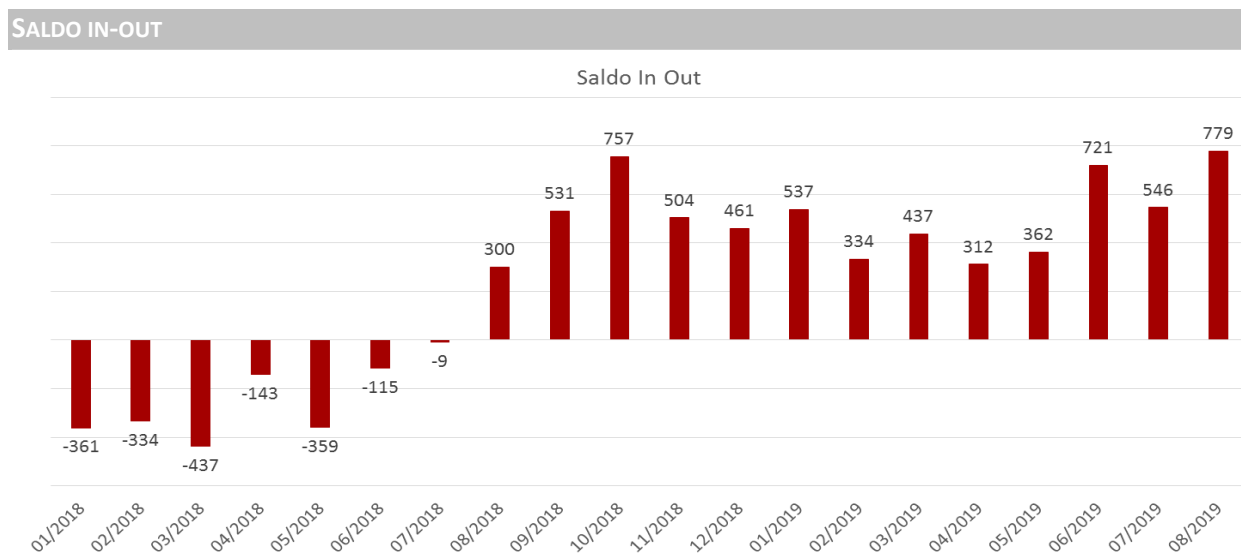
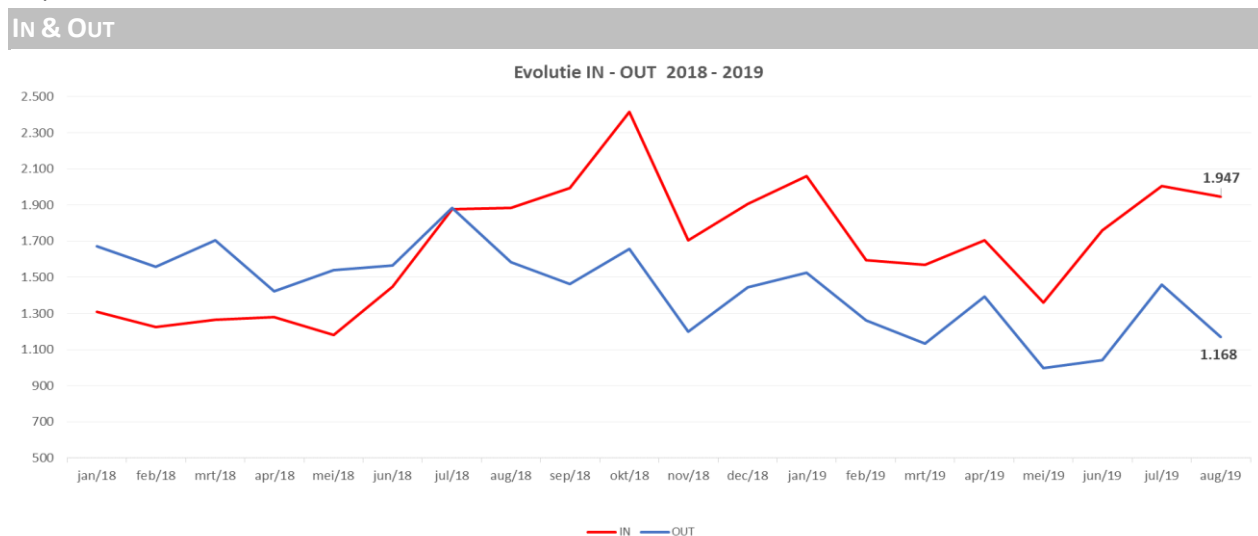
Le nombre de désignations de tutelles pour les Érythréens est nettement inférieur que le nombre de signalements. On l'explique par le fait que les « jeunes impossible à stabiliser » ne demandent pas d'accueil. Souvent, ils disparaissent avant qu'un tuteur puisse être désigné. Cette situation est préoccupante.

Madame Ina Vandenberghe s'enquiert des nationalités qui se présentent à un jeune âge (11-15 ans).

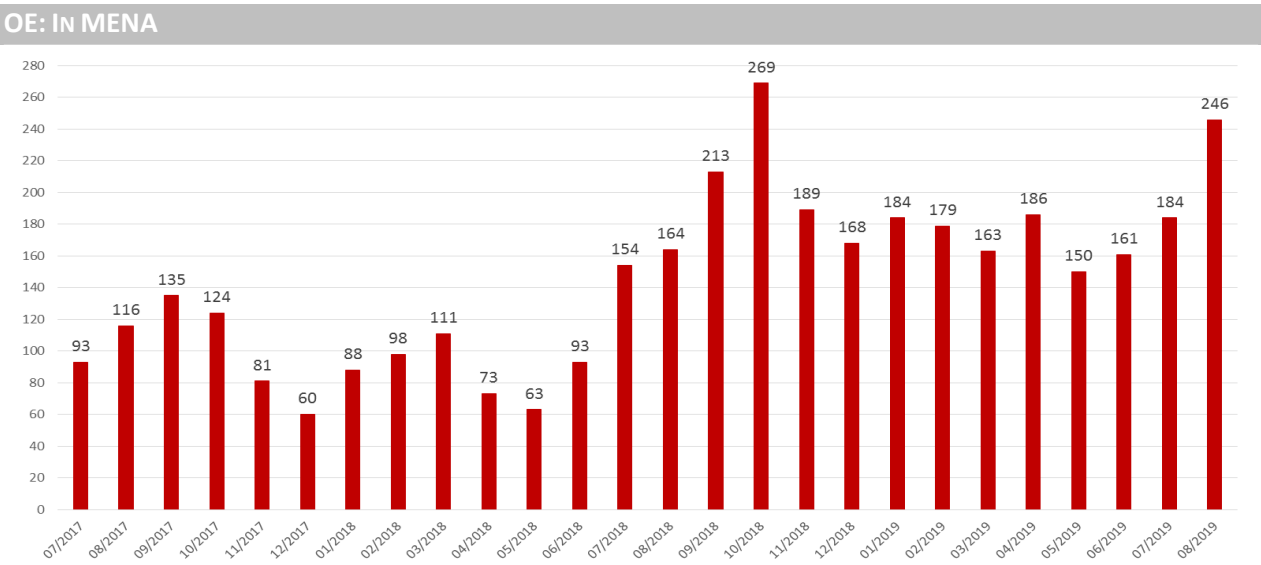
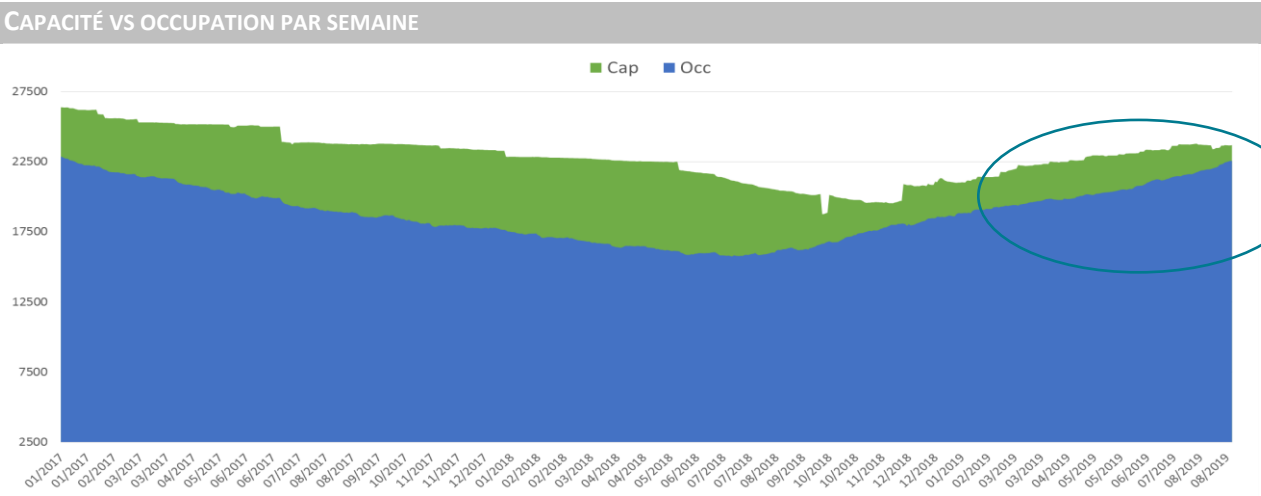
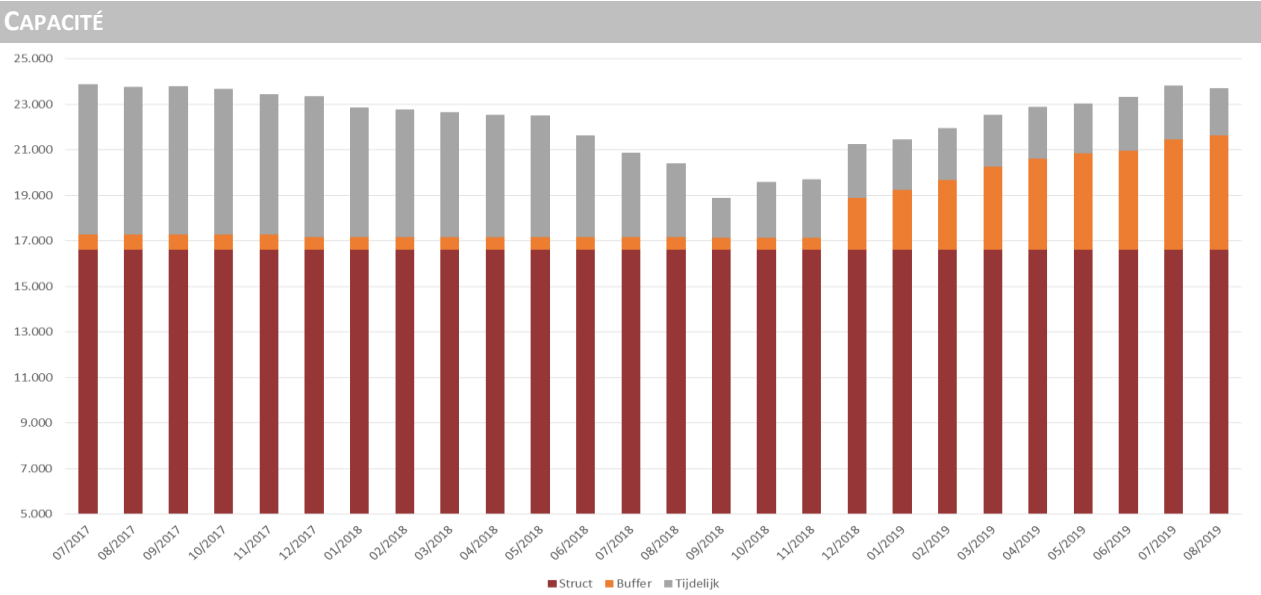
Monsieur Pede répond qu'il s'agit principalement de jeunes d'origine marocaine, algérienne mais aussi afghane. Une minorité a moins de 13 ans. Ils sont souvent accompagnés d'un membre de la famille. D'autre part, on assiste également à un glissement de la catégorie d'âge des 16-17 ans vers les 14-15 ans.

Communications Fedasil (Monsieur Kootz)

- 465 Monsieur Kootz note qu'il y a beaucoup plus de personnes entrant dans le réseau d'accueil que de personnes qui en sortent. Cette situation de solde positif existe depuis plus d'un an désormais. Les personnes ayant reçu une protection internationale restent encore plusieurs mois dans le réseau après avoir reçu la décision pour trouver un logement (transition ou délai d'introduction des recours).
- 470 Le taux d'occupation se situe actuellement au-delà de 95%, ce qui signifie que le réseau est saturé. C'est donc une situation de crise mais qui est différente de celle d'il y a quelques années. Il s'agit maintenant d'un flux prolongé et élevé. Il y a un manque de places en raison de la poursuite de la fermeture des places l'année passée et la création de nouvelles places ou réouverture de places n'a pas pu suivre l'augmentation des arrivées.
- 475 Monsieur Kootz note également une arrivée importante de MENA, il s'agit du nombre le plus élevé depuis un an.



480



485

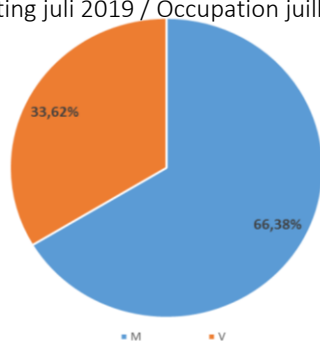
STATUT ADMINISTRATIF



Geslacht/ Sexe

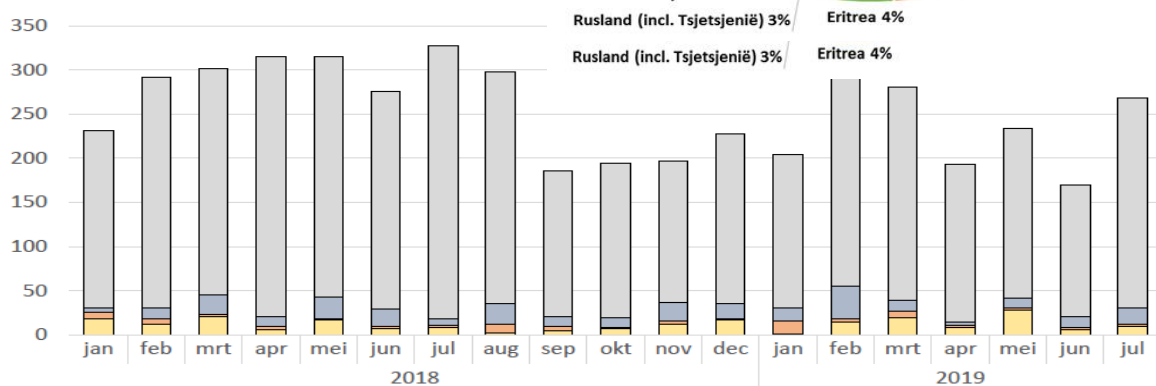
Bezetting juli 2019 / Occupation juillet 2019

490



RETOUR VOLONTAIRE

Vrijwillige terugkeer en Dublin

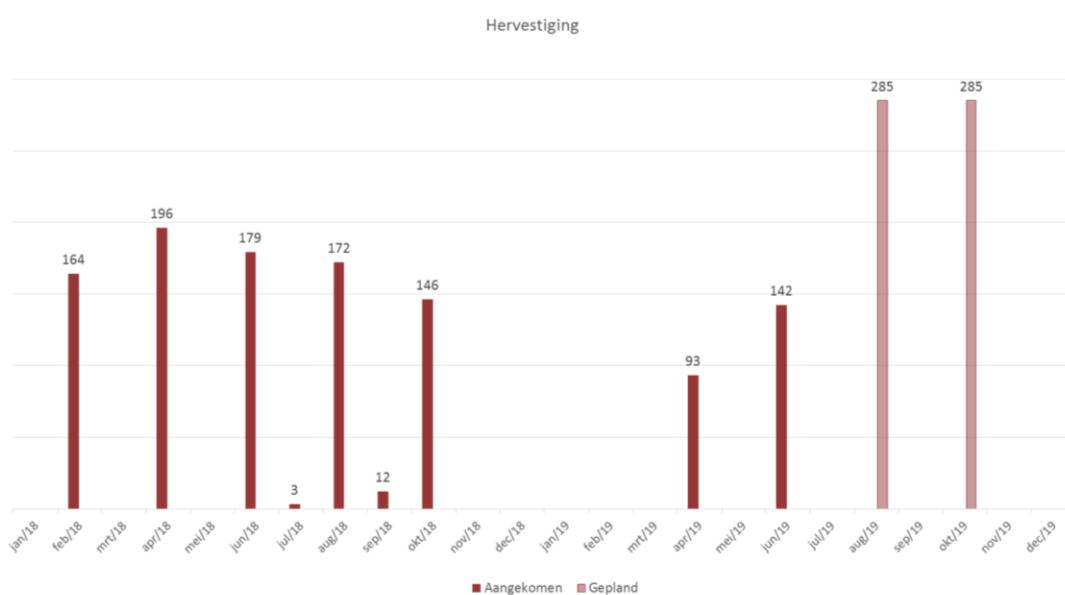


VT via IOM	201	261	257	294	272	246	308	263	165	174	160	193	174	236	241	179	192	149	237
VT via FED	4	12	22	11	25	20	8	23	12	12	21	16	14	37	12	3	12	13	19
VT via DVZ	8	7	2	4	1	2	3	9	4	1	4	2	15	4	7	3	2	2	2
Dublin	18	12	21	6	17	7	8	3	5	7	12	17	1	14	20	8	28	6	10

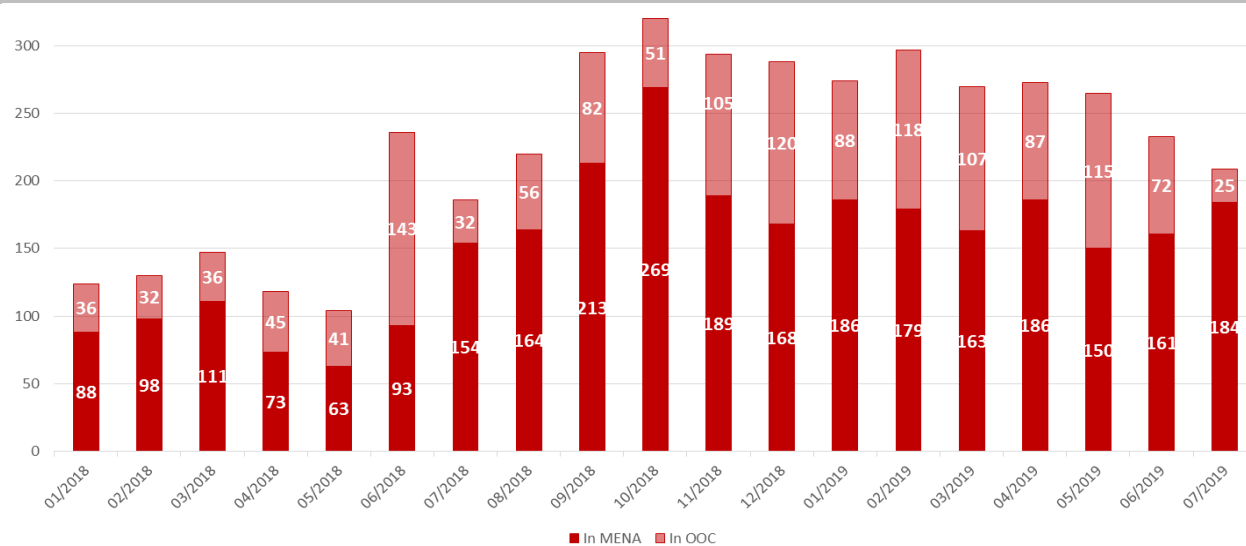
495

RÉINSTALLATION

	2018	2019
jan	0	0
févr	164	0
mars	0	
avr	196	93
mai	0	
juin	179	142
juil	0	
août	172	(285)
sept	12	
oct	146	(285)
nov	0	
déc	0	?
	869	235(570)



OE+COO: IN MENA



Questions

Réseau d'accueil

- 500 1. *Fedasil peut-il offrir un aperçu de la situation générale dans le réseau d'accueil et de la tendance attendue ?*
- *Des personnes sont-elles actuellement effectivement accueillies dans des tentes ou conteneurs ?*
 - *Pendant combien de temps sont-elles précisément accueillies dans cette situation ?*
 - *Peuvent-elles rapidement être transférées vers une chambre ordinaire ?*
- 505 Monsieur Kootz confirme que des unités mobiles (tentes) ont été installées à Arendonk, Broechem et Rixensart (respectivement 72, 72 et 36 places). Des désignations sont effectuées actuellement vers ces (unités mobiles). En octobre, des containers seront installés à Bovigny, Charleroi, Florennes, Jodoigne, Sugny, Saint-Trond et Poelkapelle. Fedasil aimerait arrêter l'accueil dans les tentes avant l'hiver mais ne peut pas le garantir. Les personnes accueillies dans les tentes peuvent être
- 510 transférées par la suite, quand c'est possible, vers une structure en dur.
2. *Quelle est actuellement la durée de séjour moyenne dans un centre d'accueil ?*
La durée moyenne de l'accueil est de 10,8 mois.

AR 2004

- 515 3. *Combien de familles sont actuellement accueillies en vertu de l'AR 2004 ?*
- *Sont-elles toujours accueillies dans les maisons de retour de l'OE ?*
 - *Où y a-t-il des familles AR 2004 qui restent dans le réseau d'accueil de Fedasil (par ex. dans les maisons OTP ?)*
- Monsieur Kootz répond que Fedasil accueille des personnes sur base de l'AR de 2004 (et article 60 de la loi accueil) mais en faible nombre. En 2019, des demandes ont été introduites pour 57 personnes
- 520 (20 familles). Actuellement, certaines familles sont accueillies par l'OE en tant que partenaire d'accueil, et l'accueil se fait dans le respect des modalités de la loi accueil dans des maisons de OE, partenaire de Fedasil, d'autres sont accueillies dans des centres Fedasil et même, de manière exceptionnelle, une famille se trouve dans une ILA dans le cadre d'une procédure judiciaire.
- Monsieur Kootz signale que des procédures judiciaires sont en cours concernant des familles qui
- 525 demandent à Fedasil un équivalent d'aide sociale financière au tribunal du travail mais refusent l'accueil dans les structures proposées.

Female Genital Mutulation

- 530 4. *Une fois encore à la lumière du changement de politique du CGRA concernant les mutilations génitales féminines (MGF) : si un enfant mineur est reconnu comme réfugié pour cause de MGF, mais que les parents font l'objet d'un refus.*
- *Quelle est la politique de Fedasil concernant l'attribution d'un report à une telle famille ?*
 - *Seul l'enfant a en principe droit à l'aide du CPAS, la transition ne semble donc pas évidente. Fedasil reçoit-il depuis le changement de politique du CGRA des signaux à ce sujet ? Un report est-il parfois accordé pour ces motifs ?*

535 *(Par le passé, il était recommandé aux parents de demander une abrogation, mais les parents ne pourront aujourd'hui plus introduire de demande propre sur la base du statut de protection de l'enfant. Il leur est désormais conseillé d'introduire un 9Bis. Ils seront en séjour illégal et n'auront donc pas droit à un accueil).*

540 Monsieur Kootz indique que dans cette situation, Fedasil donne un sursis au départ pour les enfants ayant obtenu la protection internationale et une prolongation du droit à l'accueil pour les parents. Fedasil demande la preuve de l'introduction d'une demande de régularisation humanitaire 9bis. L'accueil est prolongé en attendant la décision de l'OE concernant la régularisation, parce que Fedasil est conscient qu'il est difficile voire impossible de trouver un logement si les parents n'ont pas de titre de séjour.

545 **Cours de langue demandeurs d'asile**

5. Les demandeurs d'asile qui séjournent en Wallonie et à Bruxelles peuvent-ils suivre gratuitement des cours de langue ? Ou un autre régime est-il applicable ?

550 *Les cours de langue dans les centres d'enseignement pour adultes en Flandre sont gratuits pour les demandeurs d'asile qui ont droit à un accueil matériel. Le centre d'accueil doit l'attester avec une attestation standard. Il existe également une attestation qui peut être délivrée pour les no-shows avec droit d'accueil ; le service Dispatching la délivre. Cette attestation fait référence au décret relatif à l'éducation des adultes du 15 juin 2007 (art. 37 article 37, 2e alinéa, 5° et article 109, §3, 2°).*

Éloignements forcés

5. Nous avons appris que des éloignements forcés étaient également organisés à partir des OTP.

- 555
- *Comment se déroule un retrait du centre ?*
 - *Le centre en est-il informé au préalable ?*
 - *Les personnes concernées sont-elles informées à l'avance ?*
 - *La police s'en charge-t-elle ?*
 - *Quel document reçoivent les intéressés à ce moment ?*
- 560
- *Combien de personnes ont été directement transférées d'un OTP vers la détention en vue d'un éloignement forcé ?*

565 Monsieur Kootz indique que ces arrestations sont effectuées dans le respect du cadre d'un accord entre les structures communautaires et les polices locales. Il y a des échanges d'informations entre le directeur du centre ou son adjoint et la police. Le travailleur social n'en est pas informé. La famille est avertie de la possibilité d'intervention de la police dès le moment où ils ne sont plus en ordre de séjour et/ou qu'ils n'ont plus droit à l'aide matérielle. Concernant les contacts avec la police, c'est seulement la direction du centre qui est au courant et pas le travailleur social pour éviter une atteinte au rapport de confiance qui doit exister entre ce travailleur et la famille. Les personnes ne sont pas informées à l'avance (du moment où la police interviendra). Le document reçu est la

570 notification de la fin de l'aide matérielle. Fedasil ne sait pas qui, parmi ces personnes arrêtées, se retrouve en centre fermé ou non. C'est une décision qui relève de la compétence de l'OE.

Réinstallation

8. *Toutes les personnes qui ne pouvaient plus venir en 2018 en raison de la suspension sont-elles arrivées ?*

575 9. *Qu'en est-il du quota pour 2019 ?*

- *Combien d'arrivées ont déjà eu lieu ?*
- *Et lesquelles sont encore prévues dans les semaines à venir ?*

10. *L'occupation du réseau d'accueil a-t-elle actuellement un impact sur les arrivées planifiées ?*

Voir réponse CGRA §300.

580 **Question de suivi**

6. *Y a-t-il du nouveau sur la mise en demeure de la commune de Lommel concernant l'inscription des demandeurs d'asile et la remise de leurs documents ?*

- *Des solutions intermédiaires possibles ont-elles été étudiées afin que ces demandeurs d'asile reçoivent un AI et un éventuel accès au marché de l'emploi ?*
- *Une inscription temporaire à l'adresse par ex. de l'OE est-elle une piste ?*

585 Jusqu'il y a peu, les personnes résidant au centre de Lommel ne pouvaient pas être inscrites par la commune. Suite à plusieurs interventions de l'OE, la situation a pu être débloquée et les inscriptions ont enfin pu se faire à partir de septembre 2019.

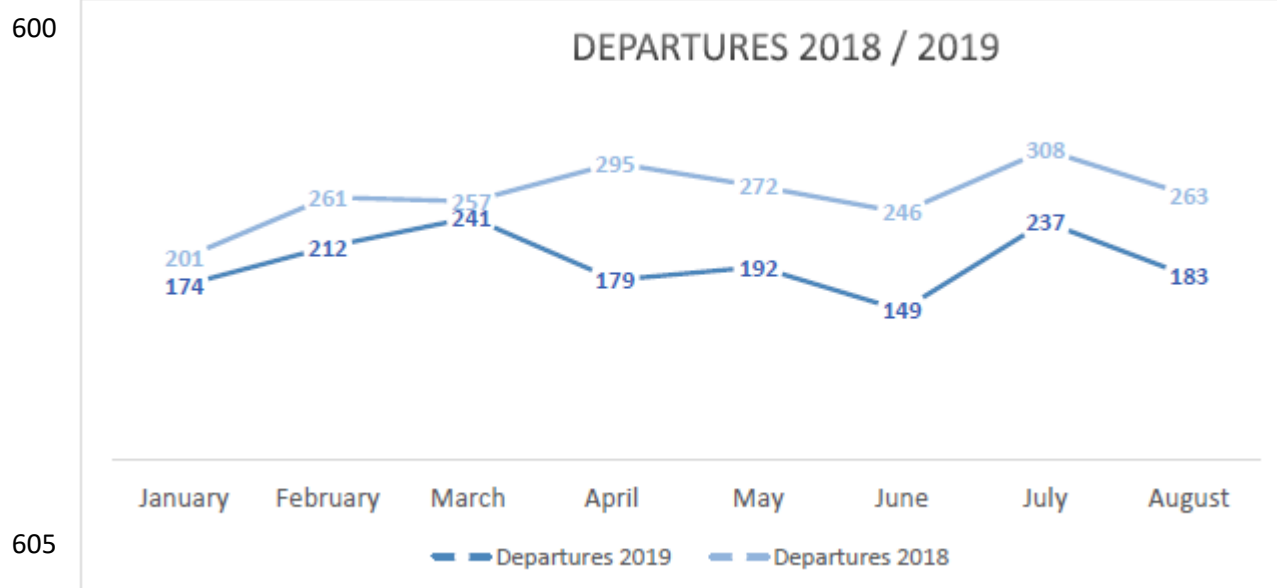
590 Madame Baeyens demande combien de personnes ayant obtenu la protection internationale séjournent dans le réseau.

Monsieur Kootz indique que le pourcentage figure dans les statistiques fournies, à savoir 3,2%.

Monsieur Lardot demande si des adultes seront placés dans des places initialement réservées aux MENA suite à l'instruction de Fedasil région sud pour places spécifiques MENA.

595 Monsieur Kootz répond que ce n'est pas l'objectif. Il n'y a normalement pas d'adultes placés dans les places pour MENA mais il peut arriver que les structures soient transformées. En août, il y a eu une forte arrivée de MENA, donc l'objectif n'est pas à l'heure actuelle de diminuer le nombre de places MENA disponibles.

Communications OIM (Madame D'Hoop)



<p>149 IOM AVRRs from Belgium in June. 87% by plane, 13% by land</p>	<p>66 % received a small cash reinstallation grant (EUR 250 adult/EUR 125 child) and 36 persons received transit assistance to reach final destination in June</p>	<p>1147 IOM AVRRs from Belgium in 2019 to 71 countries of origin</p>
<p>237 IOM AVRRs from Belgium in July. 96% by plane, 4% by land</p>	<p>52 % received a small cash reinstallation grant (EUR 250 adult/EUR 125 child) and 75 persons received transit assistance to reach final destination in July</p>	<p>1348 IOM AVRRs from Belgium in 2019 to 73 countries of origin</p>
<p>183 IOM AVRRs from Belgium in August. 91% by plane, 9% by land</p>	<p>58 % received a small cash reinstallation grant (EUR 250 adult/EUR 125 child) and 40 persons received transit assistance to reach final destination in August</p>	<p>1567 IOM AVRRs from Belgium in 2019 to 79 countries of origin</p>

625 **Top 5 des principaux pays de retour volontaires**

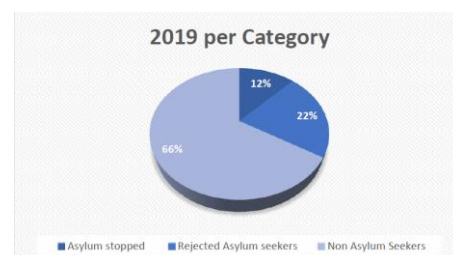
	Juin 2019		Juillet 2019		Août 2019	
1	Brésil	29	Ukraine	72	Ukraine	40
2	Ukraine	17	Brésil	32	Brésil	29
3	Mongolie	13	Servië	13	Roumanie	18
4	Slovaquie	12	Arménie	12	Géorgie	10
5	Roumanie	10	Roumanie	12	Irak	10
Totaux des retours volontaires pour toutes les nationalités						
	Total juin 2019	149	Total juillet 2019	237	Total août 2019	183

Retours volontaires par continent et par province de résidence en Belgique

	Juin 2019	Juillet 2019	Août 2019	Sous-total 2019
PAR CONTINENT				
Afrique	10	14	17	115
Asie	42	50	51	372
Europe	61	132	74	686
Amérique latine et Caraïbes	36	41	40	392
Amérique du Nord	0	0	1	1
Océanie	0	0	0	1
PAR PROVINCE				
Anvers	31	54	47	280
Brabant wallon	2	3	2	22
Bruxelles ville	89	129	92	956
Hainaut	9	1	9	41
Liège	0	17	10	60
Limbourg	8	11	1	40
Luxembourg	0	6	4	23
Namur	1	2	4	33
Flandre orientale	6	9	4	61
Brabant flamand	3	2	6	27
Flandre occidentale	0	3	4	24

Statut des personnes retournées et répartition par organisation partenaire référente

	Juin 2019	Juillet 2019	Août 2019	Sous-total 2019
Migrants en séjour irrégulier	91	146	119	1.039
Demandeurs de PI déboutés	39	49	37	338
Demandeurs de PI ayant arrêté leur procédure	19	42	27	190



Répartition par organisation partenaire référente	Juin 2019	Juillet 2019	Août 2019	Sous-total 2019
ONG	73	164	98	740
Fedasil	64	65	65	549
OE	1	1	2	183
Rode Kruis et Croix Rouge	1	4	10	46
OIM	10	3	8	49
TOTAL	149	237	183	1.567

Assistance à la réintégration

Top des pays de destination	Juin 2019		Juillet 2019		Août 2019
Liban	6	Servie	10	Irak	8
Irak	5	Arménie	7	Liban	6
Russie	4	Irak	7	Turquie	6
Afghanistan	3	Russie	6	Venezuela	3
Mongolie	3	Afghanistan	4		
Venezuela	3				
Belarusse	3				
Liban	6				
Irak	5				
Nombre des personnes – total nombre des pays de destinations	46		61		49

630

Aide à la réintégration aux personnes vulnérables	Juin 2019	Juillet 2019	Août 2019
Accompagnement médical	14	8	11
Besoins médicaux avec escorte	0	2	0
Femmes enceintes	0	0	0
Familles avec enfants	2 (p.)	4 (14p.)	2 (7p.)
Parent isolé	0	0	0
Personne âgée	1	4	0
MENA	2	0	0
Ex-MENA	0	1	0
Victime de la traite des êtres humains	4	0	1
MENA – Victime de la traite des êtres humains	0	0	0
TOTAL	27	29	19

Chiffres (retour volontaire) du Rode Kruis et le Croix Rouge et les centres fermés

Red Cross	Personnes Juin	Personnes Juillet	Personnes Août
Croix-Rouge Belgique	1	1	1
Rode Kruis Vlaanderen	1	3	9
TOTAL	2	4	10

Centre fermé	Personen Juin	Personen Juillet	Personen Août
Centre fermé de Vottem	0	0	1
Centre fermé de Merksplas	1	1	1
Centre fermé de Bruges	0	0	0
TOTAL	1	1	2

635 Madame D’Hoop parcourt les chiffres : en 2019 (jan-août), l’OIM a organisé le retour de 1.576 personnes vers 79 pays différents. Au sommet des pays de destination en juin, juillet et août 2019, on retrouve l’Ukraine et le Brésil, qui se partagent en alternance la première et la seconde place.

Madame D’Hoop annonce que l’OIM a produits plusieurs vidéos :

Project “[Protect](#)”:

- 640
- Prévention de la violence sexuelle et basée sur le genre contre les migrations et renforcement de l’aide aux victimes.
 - L’objectif : soutenir les victimes
 - Appel aux femmes à communiquer sur cette violence
 - Collaboration de 12 pays européens dont la Belgique (asbl Le Monde selon les femmes)
 - Financement par la Direction Générale Justice

645 Projet “[Fostering across borders](#) »

- 650
- Un [vidéo](#) sur l’accueil des enfants au-delà des frontières, disponible en plusieurs langues (aussi quelques langues locales)
 - L’objectif : renforcer l’accueil et l’acceptation des MENA
 - Formation « train the trainer » package pour sensibiliser et recruter de futures familles d’accueil
 - Une collaboration de 6 pays européen dont la Belgique (Minor Ndako et Mentor Escales)

Projet migration de main d’œuvre entre Belgique et Tunisie

- 655
- L’objectif : aider 31 jeunes diplômés ou étudiants à avoir une meilleure employabilité en Tunisie
 - Après un stage en Belgique dans 17 entreprises
 - + 50 % d’entre eux ont retrouvé un job en Tunisie.
 - Projet financé par le gouvernement belge.
 - [Video](#) over het project

Mme Baeyens demande s'il existe un soutien (par exemple sous forme d'information) pour les personnes qui bénéficient déjà d'une protection dans un autre État membre de l'UE. Et vous souhaitez toujours retourner dans cet autre État membre de l'UE après (ou avant) avoir déposé une demande de PI en Belgique ?

Madame D'Hoop répond que les consultations ont lieu dans plusieurs pays différents. Madame D'Hoop va évaluer cette question avec les différents pays et prévoit une réponse approfondie pour la prochaine réunion.

Communications de l'UNHCR (Madame Verrelst)

Monsieur Faudon souhaite attirer l'attention sur quelques documents publiés récemment par le HCR :

- Memorandum publié pour le niveau fédéral en juillet 2019 en vue de la formation du gouvernement : <https://www.refworld.org/docid/5d8dc2eb4.html>;
- Rapport sur les MENA et l'intérêt supérieur de l'enfant : Ce document est publié dans le cadre d'un projet financé par la DG justice de la Commission européenne. Ce rapport contient une série de recommandations discutées notamment avec les acteurs le 17 septembre 2019. Il est disponible ici : <https://www.refworld.org/docid/5d70d4304.html> (également disponible en néerlandais) ;
- Position sur les retours au Mali : Le HCR constate une détérioration de la situation sécuritaire, en particulier dans certaines régions. Le HCR invite les Etats à ne pas renvoyer les personnes originaires de ces régions : <https://www.refworld.org/docid/5d35ce9a4.html> ;
- Publication du Rapport global 2018 du HCR: http://reporting.unhcr.org/sites/default/files/gr2018/pdf/GR2018_French_Full_lowres.pdf. Pour l'année 2018, seuls 57% des besoins ont été couverts par les contributions financières publiques et privées et les besoins resteront élevés dans les années à venir eu égard au nombre d'urgences et de situations de réfugiés prolongées.
- Rapport sur les prévisions des besoins de réinstallation en 2020, présenté en juillet : <https://www.unhcr.org/5d1384047.pdf> En 2018, moins de 7% des besoins de réinstallation, estimés à 1,2 millions ont pu être couverts. Le HCR estime que plus de 1,44 million de réfugiés vivant actuellement dans plus de 60 pays d'accueil devront être réinstallés en 2020. On déplore une baisse du nombre de places de réinstallation offertes par les Etats notamment de la part des Etats-Unis qui offraient 27 000 places. Dans la mesure où près de 85% des réfugiés sont accueillis dans des pays avoisinant les zones de crises et souvent en développement et afin de remplir l'un des objectifs du Pacte mondial sur les réfugiés relatif à un renforcement de la solidarité internationale, le HCR et ses partenaires ont présenté une stratégie triennale sur la réinstallation et les voies complémentaires d'accès telles que le regroupement familial, ou les visas de travail et d'études.
- Document concernant l'apatridie : update de la campagne mondiale pour mettre fin à l'apatridie : <https://www.refworld.org/docid/5d356a927.html>. Monsieur Faudon indique qu'un événement de haut niveau aura lieu en octobre 2019 à Genève. La Belgique y sera représentée par sa Représentation Permanente, mais n'y participera vraisemblablement pas activement.

- 695 Monsieur Faudon signale qu'un Forum mondial sur les réfugiés sera organisé en décembre 2019, et ce, suite à l'adoption du Pacte mondial sur les réfugiés en décembre 2018. Les objectifs sont notamment de partager le poids de l'accueil dans un esprit de solidarité, autonomiser les réfugiés dans les pays d'accueil, l'amélioration des conditions dans les pays d'origine. Ce forum est organisé par le HCR, accueilli par la Suisse et conjointement convoqué par l'Allemagne, la Turquie, le Costa Rica, et l'Ethiopie.
- 700 Il s'agit d'inciter les Etats à prendre des engagements concrets et de faire des contributions susceptibles de promouvoir les objectifs du Pacte et de présenter les principales réalisations et d'échanger les bonnes pratiques. Le HCR est actuellement en discussion avec la Belgique pour envisager la façon dont elle prendra part à ce forum en plus de coparainner le domaine d'intérêt relatif à la capacité de protection.
- Mme Marileen Vandenberghe a demandé si la table ronde du 9 octobre sur l'assistance judiciaire et
- 705 l'information se poursuivrait.
- M. Faudon répond qu'un courrier contenant des informations pratiques à ce sujet suivra.

Divers

Madame Baeyens communique que l'action Refugee Walk organisée par Vluchtelingenwerk se déroulera le 29 septembre. On peut toujours s'y inscrire et supporter les équipes.

- 710 Madame Ina Vandenberghe communique que le rapport annuel de Myria [La migration en chiffres et en droits 2019](#) est sorti en juillet, de même que le document Myriadoc 9, [Un nouveau paradigme pour le modèle d'asile européen?](#) Ces documents sont disponibles sur le site de Myria, où il est possible de commander gratuitement une version papier du rapport annuel.

La prochaine réunion de contact se tiendra le 16/10/2019 à 9h45

Où ? Office des étrangers, Bâtiment Pacheco, Boulevard Pacheco, 44 1000 Bruxelles

Vous désirez poser des questions aux instances concernés ? Merci de les transmettre avant le **8/10/2019** à myria@myria.be

Réunions suivantes : 20/11

Voorstel 2020: 16/1, 19/2, 18/3, 20/5, 17/6.

720